

Quel financement
de la transition écologique
pour échapper au capitalisme vert ?

Jean-Marie Harribey

2018

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://blogs/alternatives-economiques.fr/harribey>

Introduction

- Malgré l'accord de Paris lors de la COP 21 (2015), malgré la « loi pour la transition énergétique et la croissance verte » (2015) en France, rien ou presque ne se passe. Depuis 1992, les émissions de GES en France ont baissé de 16% mais elles ont réaugmenté depuis 2015. Mais attention : GES des produits importés ».
- Transports (30%), bâtiment (20%), industrie (17%); agriculture (19%)

D'où trois idées :

- Pourtant, la bifurcation du modèle productif est nécessaire face au mirage de la croissance verte.
- Que serait, dans ce contexte, un prix social et écologique ?
- Quelle création de monnaie au service de la transition ?

1. La bifurcation du système productif...

- Face à la fuite en avant dans la financiarisation de l'économie pour capter les rentes à défaut de produire suffisamment de profit.
- Choix énergétiques : impératif de stabiliser la concentration de gaz à effet de serre entre 400 et 450 ppm. Or le niveau atteint 405,5 ppm (près de moitié plus depuis le début de l'ère industrielle).
- Laisser les 4/5 des ressources fossiles dans les sols et océans. Arrêter les subventions.
- Dissuader l'utilisation de l'énergie fossile en faisant payer les émissions de carbone et mobiliser de nouveaux instruments monétaires dédiés aux investissements de transition.
- Production de qualité, réponse aux besoins sociaux et préservation des biens publics et communs.

... Nouvelle problématique productive

- La reconversion du système productif, inscrite dans une planification démocratique de moyen et de long terme, permettrait d'établir des priorités :
 - pour les énergies renouvelables : photovoltaïque, biomasse, géothermie, éolien ;
 - construction de bâtiments et logements à basse consommation énergétique ou à énergie positive, et isolation des anciens bâtiments et logements ;
 - développement des transports collectifs ;
 - transformation du modèle agricole et agro-alimentaire ;
 - développement de secteurs de l'économie sociale et solidaire ;
 - recyclage des matériaux ;
 - avant tout, démocratisation des entreprises, dans le cadre de leur socialisation.

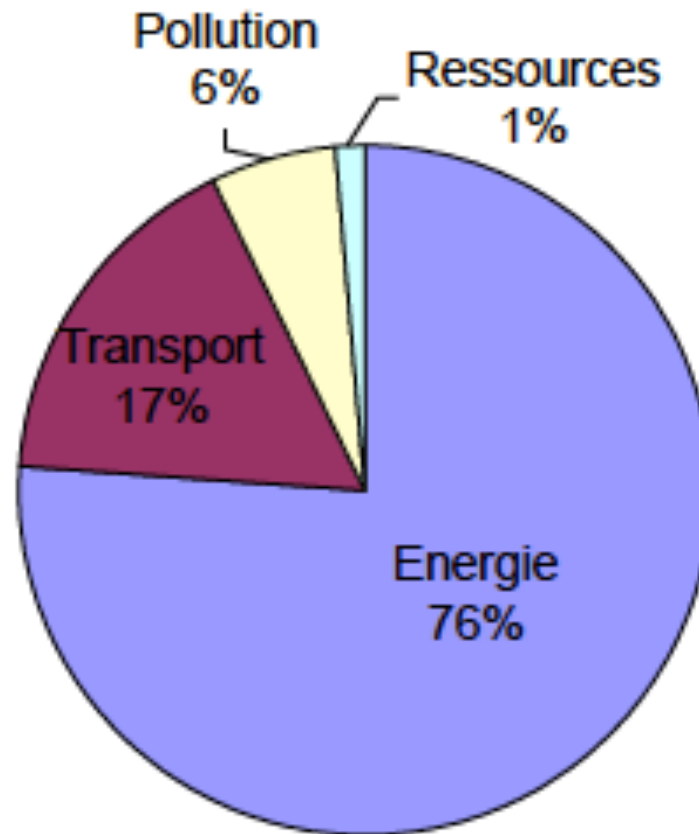
... Face au mirage de la finance verte...

- Marché mondial des obligations catastrophes dites vertes en pleine expansion : 4,5 Mds \$ en 2012, 100 Mds en 2017.
- L'État français a levé par le biais de l'Agence France Trésor 7 Mds € en décembre 2016, à échéance en 2039. Engie a levé 2,5 Mds en 2014 pour financer des barrages en Amazonie, suivis de 1,25 Md en 2017. Le gouvernement français a demandé à la CDC et à la BPI d'émettre des obligations vertes. Mais depuis 2015, seuls 22,6 Mds dédiés ont été placés par les banques et fonds.
- Sont éligibles les titres à destination du bâtiment, des transports, de l'énergie, de la biodiversité et du contrôle de la pollution.
- Or, qui juge de la pertinence des émissions de ces obligations ? Le marché à travers la cotation en Bourse.

2. Fixer des prix tenant compte des coûts sociaux et écologiques

- Bien distinguer **monétisation, marchandisation et financiarisation**
- Fiscalité écologique vs marché de droits à polluer
- En France, la fiscalité écologique représente 62,3 Mds €, soit 2,7 % du PIB et 6 % des prélèvements obligatoires.
- La TICPE (taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques, anciennement TIPP) représente 13,6 Mds en 2018. Via le Compte d'affectation spéciale Transition énergétique, 7,2 Mds en sont utilisés pour financer les énergies renouvelables.
- Dans le calcul de la TICPE, on introduit la Contribution climat énergie (CCE dite taxe carbone) fixe de 39€/tCO₂ en 2018 qui doit augmenter jusqu'à 100€ en 2030.
- Malgré l'introduction d'un prix carbone à l'intérieur des taxes environnementales, la part de celles-ci dans le PIB français a baissé de 2,5 % à 1,8 % entre 1995 et 2008, pour augmenter jusqu'à 2,7 % aujourd'hui.

Part de chaque catégorie d'assiette des taxes environnementales en France



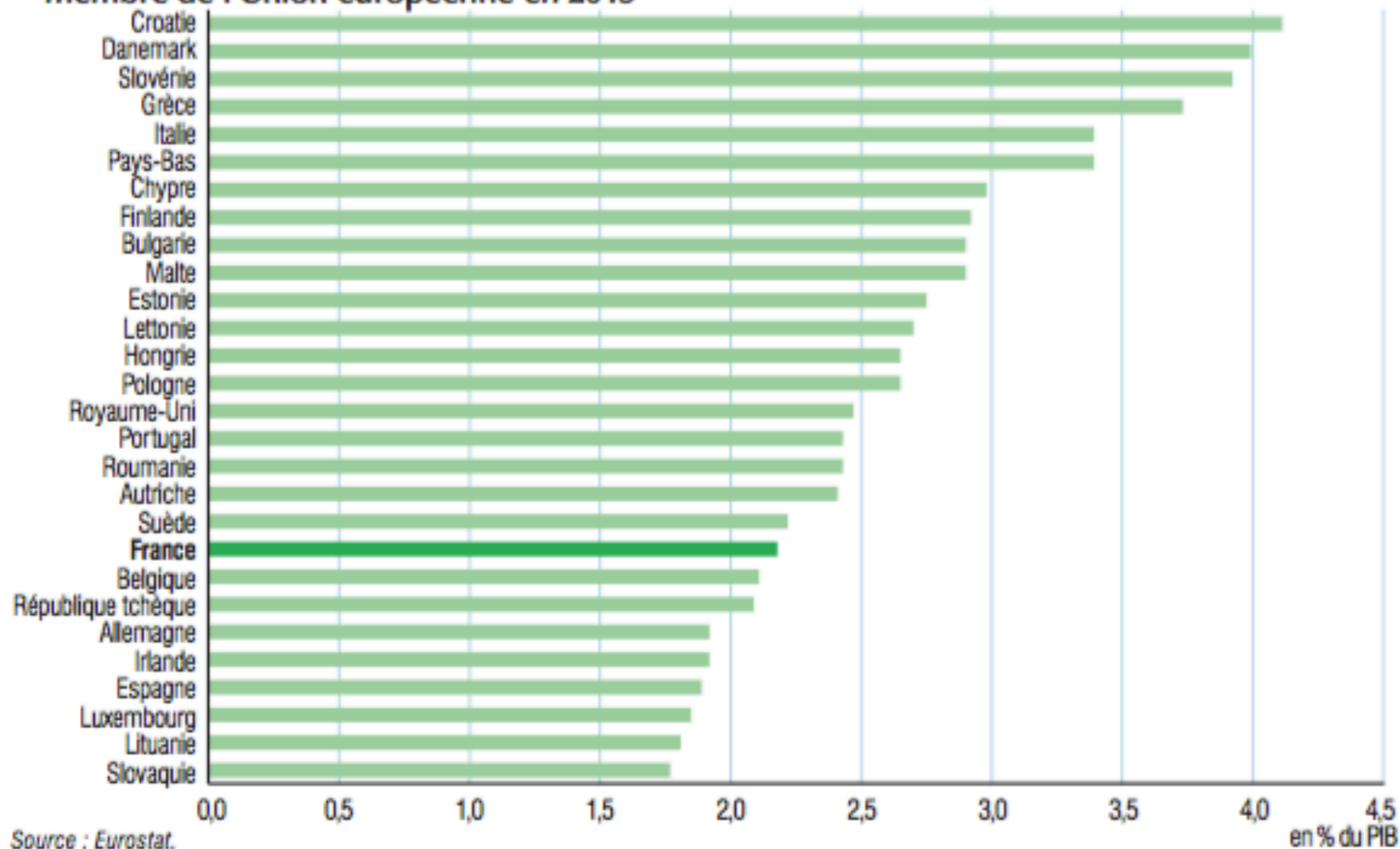
2. Evolution de la part des recettes des taxes environnementales dans le PIB de 1995 à 2015



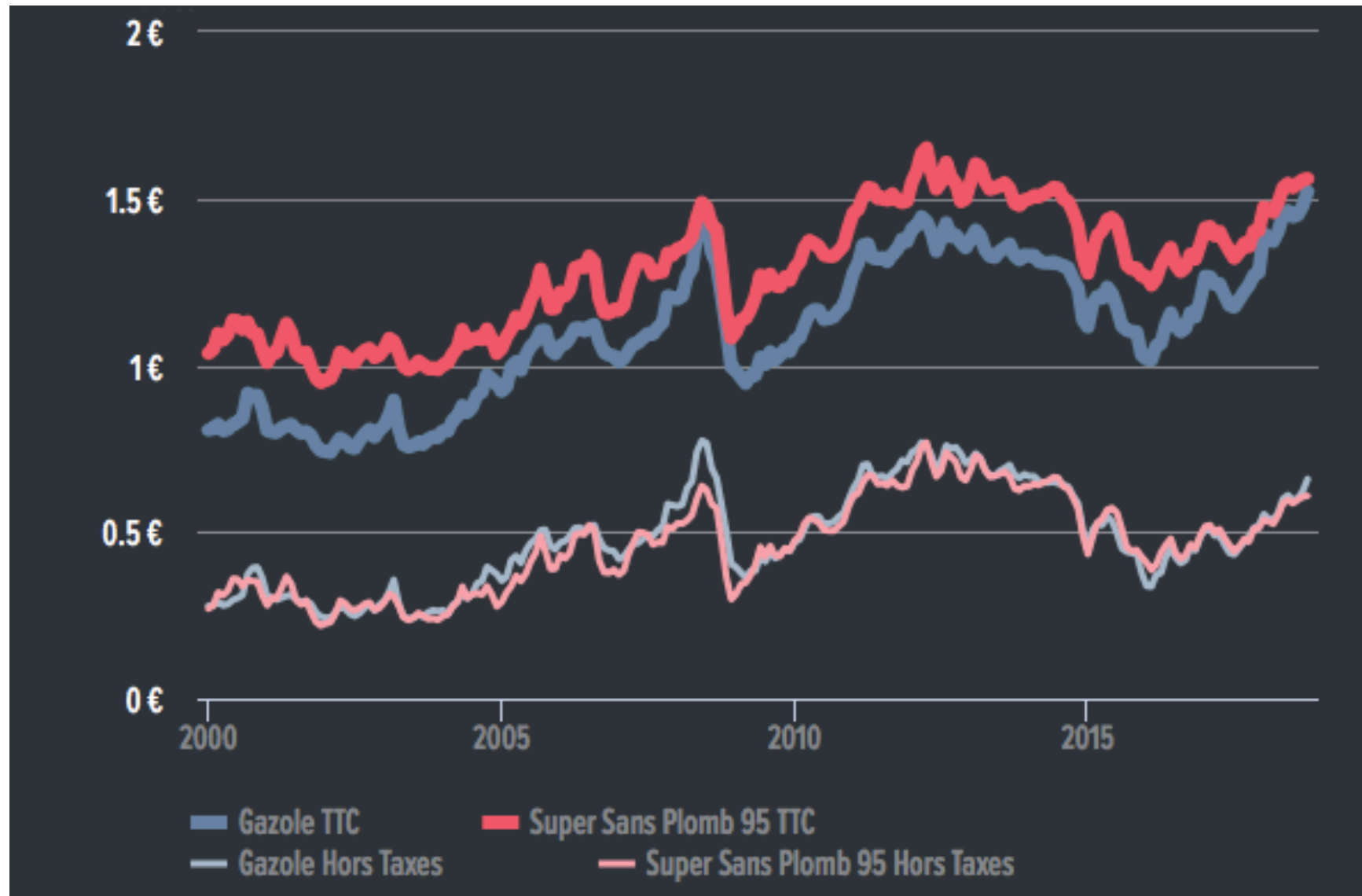
Champ : France.

Source : Eurostat.

3. Part des taxes environnementales dans le PIB dans les États membre de l'Union européenne en 2015



Prix des carburants



Au niveau international

- Le Fonds vert pour le climat (décidé à Copenhague, 2009, lancé en 2011) devait réunir 100 Mds \$ par an pour aider les pays pauvres à s'adapter face au changement climatique. L'OCDE estimait en 2016 que 67 Mds avaient été mobilisées en tout sous le couvert de l'aide publique au développement.
- En 2018, seuls 73 projets à hauteur de 3,7 Mds \$ avaient été financés depuis 2015. 10 Mds sont espérés d'ici 2020.
- Le transfert d'une partie des réserves de change détenues sous forme de DTS au FMI est difficile.
- Les USA se sont retirés de l'accord de Paris.
- La TTF n'a pas encore vu le jour.
- Toute action sérieuse se heurte à l'existence de paradis fiscaux.

Quel prix pour le carbone ?

- Tunnel de prix

Années	Corridor du prix du carbone (dollars USA / tonne CO ₂)
2020	24-39
2025	30-60
2030	30-100

Rapport Stern-Stiglitz (2017)

- « Valeur sociale du carbone » (Aglietta) = « valeur d'une tonne d'équivalent CO₂ évitée ». Les actifs « bas carbone » seraient éligibles au refinancement de la banque centrale. Mais quid du risque de financiarisation de ces actifs après titrisation ?

La protection de l'environnement n'est pas alternative à la protection sociale

- E. Combet (ADEME et *Le Monde*, 4/9/2018) « Dans le cas des pays européens (dont la France), la grande majorité des études ont mis en évidence que les meilleures performances venaient d'une substitution aux cotisations sociales – du fait notamment de leur niveau élevé –, et surtout si cette substitution entraîne à la fois des hausses de salaires et des baisses de coûts. »
- Éd. Philippe (RTL, 14 novembre 2014) : « On s'est engagé pendant la campagne présidentielle (...) à organiser un système dans lequel on va progressivement faire peser sur le pétrole, et donc sur le carbone, et donc sur la pollution, une partie des prélèvements fiscaux, plutôt que sur le travail. »
- La substitution d'une fiscalité écologique aux cotisations sociales relève d'une confusion entre source du prélèvement et assiette de calcul.
- De plus, peut-on à la fois demander la baisse des taxes écologiques et leur substitution aux autres impôts, ou bien s'insurger contre la non-affectation de la totalité des taxes écologiques à la transition écologique tout en approuvant leur substitution aux cotisations sociales ?

3. L'alternative : finance verte ou création monétaire maîtrisée ?

- E. Combet et J.-C. Hourcade (*Le Monde*, 18-19/11/2018) : « La bataille à mener est donc celle de la réorientation de l'épargne privée. L'État et les collectivités locales doivent s'engager à offrir des garanties publiques ciblées, pour faire baisser les risques d'investissements bas carbone et leur ouvrir l'accès à des prêts bonifiés, mais aussi travailler avec les fonds de pension et les assurances pour que ceux-ci créent des programmes d'investissement bas carbone plutôt que des placements financiers et immobiliers. »
- Création de monnaie indispensable à tout développement économique, donc à l'investissement net sur le plan macroéconomique. L'épargne n'est pas la condition de l'investissement, elle en est la résultante. (Marx, Luxemburg, Schumpeter, Kalecki, Keynes, Robinson : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/05/16/karl-marx-charles-dumont-et-edith-piaf-rien-de-rien-ou-la-realisation-monetaire-de-la-production-capitaliste>).

3. La monnaie pour la transition

- Plan pour l'UE = 3 % du PIB (440 Mds € pour l'UE, 312 Mds pour l'UEM, 65 Mds pour la France). Dans le monde : besoins en infrastructures nouvelles évalués à 93 000 Mds \$ entre 2015 et 2030.
- **Politique monétaire qualitative** (J.-M. Harribey, « Comment financer la transition écologique ? ») pour un contrôle du crédit à deux niveaux (banques et BC) : soumettre tout QE de la BC à des refinancements de crédits pour des investissements de transition ; garantir par la BC les emprunts publics auprès des BPI, et, si nécessaire, financement direct.
- E. Le Héron : « Ainsi, la banque centrale doit jouer son rôle de prêteur en dernier ressort et pouvoir financer directement l'État afin de stabiliser les taux d'intérêt en fournissant la liquidité nécessaire. [...] Les post-keynésiens développent une **théorie qualitative de la monnaie**, c'est-à-dire que la qualité des contreparties de la monnaie est l'élément déterminant de la bonne santé et d'un développement harmonieux des économies. [...] La politique monétaire post-keynésienne doit donc orienter la monnaie vers l'investissement productif, l'innovation et la recherche, la recherche de compétitivité et la soutenabilité de la croissance. Cela peut passer par la sélectivité du crédit, grâce à des taux d'intérêt privilégiés que propose la banque centrale – c'est-à-dire plus bas que la moyenne des taux pratiqués. » (*L'économie post-keynésienne*, p. 376-381)

Conclusion

- Le financement de la transition écologique est confronté aux mêmes difficultés que l'ensemble des biens publics et communs : il n'intéresse les financiers que s'ils peuvent en faire un nouveau terrain de valorisation du capital.
- D'où la nécessité de contrôle démocratique de l'espace public et de celui des communs.
- Et on retrouve la nécessité d'intégrer la question la transition écologique dans un ensemble visant à transformer le système productif dans un sens soutenable socialement et écologiquement à long terme.
- « Chère essence... » <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey>
- « L'Arlésienne du financement de la transition écologique », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/arlesienne-financement.pdf>

« Il faut arrêter le marteau qui mutile la face du pays. Quels que soient les droits de propriété, la destruction d'un édifice historique ne doit pas être permise... Il y a deux choses dans un édifice, son usage et sa beauté ; son usage appartient au propriétaire, sa beauté à tout le monde, à vous, à moi, à nous. »

Victor Hugo, « Guerre aux démolisseurs », 1832

Bibliographie

- M. Aglietta, É. Espagne, B. Perissin-Fabert, « Une proposition pour financer l'investissement bas carbone en Europe », France stratégie, note n° 24, 16 février 2015.
- Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, LLL, 2017
- F. Carlier, M. Cohen, A. Grandjean, M. Martini, X. Ricard, « Une proposition clé pour financer la transition écologique et sociale, Mettre la création monétaire au service de l'avenir », Fondation Nicolas Hulot pour la nature et pour l'homme, mai 2016.
- M. Cohen, A. Grandjean, « Un plan pour financer la transition écologique », Fondation Nicolas Hulot pour la nature et pour l'homme, 19 avril 2017.
- M. Cohen, G. De Smedt, A. Grandjean, M.e Nicol, « Adopter une vision globale du financement de la transition écologique », *Chair Energy & Prosperity, Energy Transition Pathways and Financing*, janvier 2018.
- M. Combes, « La finance verte est-elle vraiment verte ? », rapport pour Attac, décembre 2017, <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/nouveau-rapport-d-attac-la-finance-verte-est-elle-vraiment-verte>.
- A. Grandjean, « Quelles évolutions réglementaires pour réussir le financement de la transition énergétique », *Revue Banque*, 11 octobre 2017.
- A. Grandjean, M. Martini, *Financer la transition énergétique*, LLL, 2016.
- J.-M. Harribey, « La crise est bien celle du capitalisme », *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-9-printemps-2016/debats/article/la-crise-est-bien-celle-du-capitalisme>.
- J.-M. Harribey, « Comment financer la transition écologique ? », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/arlesienne-financement.pdf>.
- N. Stern, J. Stiglitz, « Report of the High-Level Commission on Carbon Prices », 2017.

JEAN-MARIE HARRIBEY

LA RICHESSE LA VALEUR ET L'INESTIMABLE

FONDEMENTS D'UNE CRITIQUE
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT



PAR ICI LA SORTIE

cette crise qui n'en finit pas



attac

LLL
LES LIENS QUI LIBERENT